

Avis au public

Conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, il est porté à la connaissance du public que le conseil communal en sa séance du 16 septembre 2026 a décidé par sa délibération no. 77-2026 la Modification du règlement de police – rajout d'un chapitre relatif aux sanctions administratives communales.

Le texte de ladite délibération est à la disposition du public sur le site internet de la commune www.manternach.lu ou à la maison communale, 3, Kierchewee, L-6850 Manternach, où il peut en être pris copie sans déplacement.

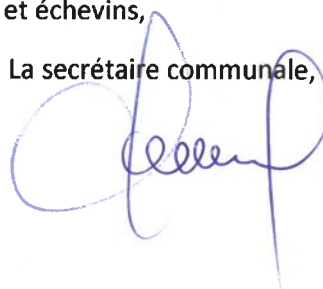
Manternach, le 15 octobre 2026.

Pour le collège des bourgmestre et échevins,

Le bourgmestre,



La secrétaire communale,



REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE MANTERNACH

SEANCE PUBLIQUE DU 16 SEPTEMBRE 2026

Date de l'annonce publique de la séance : 09.09.2026

Date de la convocation des conseillers : 09.09.2026

Présents:

HOFFMANN Jean-Pierre, bourgmestre,
THEISEN Claude, échevin,
KLEIN-UNGEHEUER Alix, échevine,
KLEIN-SEIL Henriette, HELLERS Franky, LERUTH Jeanne, GRETSCH Stéphanie, IBENDAHL Michael,
conseillers,
PIERRET Claire, secrétaire communale.

Absents:

- a) excusé : SCHOELLEN Marc, conseiller.
- b) sans motif: -/-

Point de l'ordre du jour : 4
Délibération no. 77-2026

Modification du Règlement de Police - Rajout d'un chapitre relatif aux sanctions administratives communales

Le conseil communal,

Vu l'article 124 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg ;
Vu le Code pénal ;
Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;
Vu l'article 3, titre XI du décret des 16 - 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;
Vu la loi modifiée du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique ;
Vu la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail ;
Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite ainsi que l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié par la suite ;

3, Kierchewee
L-6850 Manternach
www.manternach.lu

Vu la loi modifiée du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs ;

Vu la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, ainsi que les règlements grand-ducaux portant exécution de certaines dispositions de ladite loi ;

Vu la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé ;

Vu la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets ;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines ;

Vu la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative ;

Vu la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ;

Vu la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens ;

Vu la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets ;

Vu la loi dite « Omnibus » du 3 mars 2017 ;

Vu la loi du 25 mai 2018 portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police Grand-ducale ;

Vu la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux ;

Vu la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux ;

Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvellement nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu le règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 concernant les niveaux acoustiques pour la musique à l'intérieur des établissements et dans leur voisinage ;

Vu le règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers ;

Vu le règlement ministériel du 28 janvier 1985 déterminant les mesures nécessaires pour parer à la propagation de la rage et conditionnant la circulation, l'importation et l'exploitation des chiens et chats ;

Revu sa délibération du 20 juin 2018 aux termes de laquelle il a arrêté le « Règlement de Police »

Revu sa délibération du 13 février 2019 sur le texte adapté dans sa deuxième lecture du « Règlement de police » ;

Vu l'avis de la Direction de la Santé du 8 juillet 2026 ;

Entendu les explications du collège des bourgmestre et échevins ;

Après délibération conforme,

décide à l'unanimité des voix des membres présents,

- **d'abroger les articles suivants :**

Article 4.-

Il est défendu d'occuper la voie publique pour y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique ou des démonstrations publicitaires.

Par dérogation à ce qui précède, il appartient au collège des bourgmestre et échevins d'autoriser l'organisation de ventes sur le trottoir, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative.

Le bourgmestre peut en outre imposer des conditions de nature à maintenir la liberté et la commodité du passage, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques.

Article 9.-

Il est interdit d'encombrer la voie publique avec des marchandises ou des matériaux, destinés à être chargés ou déchargés. Ces objets devront être immédiatement chargés sur les véhicules ou être éloignés de la voie publique.

Après le chargement ou le déchargement la voie publique devra être débarrassée avec soin de tous déchets ou ordures.

Les citoyens peuvent déposer, au plus tôt la veille du passage du camion d'immondices les poubelles, les bacs et les sacs de déchets sur le trottoir sans encombrer le libre passage des piétons.

Après le passage du camion d'immondices, les poubelles et les bacs de déchets doivent être retirés le même jour de la voie publique.

Il est aussi interdit de jeter des déchets ménagers dans les poubelles publiques et sur la voie publique.

Article 10.-

Il est interdit de faire des glissoires, de glisser, de patiner ou de luger sur une partie quelconque de la voie publique, sauf aux endroits spécialement désignés à ces fins.

Article 12.-

Il est interdit de se livrer sur les places publiques, à l'exception des aires de jeux et des cours d'écoles spécialement aménagées, à des jeux ou exercices tels que le football et courses.

Les cours d'école, aires de jeux, terrains de sports et de loisirs, sont ouverts au public:

- *en saison estivale: du 1er mai au 30 septembre de 7.00 jusqu'à 22.00 heures*
- *en saison hivernale: du 1er octobre au 30 avril de 7.00 jusqu'à 20.00 heures*

En dehors de ces heures d'ouverture, l'accès est interdit à toute personne non autorisée par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 16.-

Les trottoirs et toute autre partie de la voie publique qui en tient lieu sont réservés à la circulation des piétons.

Il est notamment interdit :

- *de faire circuler ou stationner des véhicules quelconques et des animaux pouvant compromettre la sûreté ou la commodité du passage ;*
- *de déposer ou de transporter, sans nécessité, des objets qui par leur forme, leurs dimensions ou leur nature, peuvent encombrer la voie ;*
- *d'accomplir des actes qui entravent ou empêchent la circulation ou qui peuvent donner lieu à des accidents ;*
- *d'exécuter, sans nécessité, des travaux qui peuvent détériorer les trottoirs*

Il est fait exception à cette interdiction :

- *pour les animaux et véhicules devant traverser le trottoir pour entrer dans les bâtiments ou propriétés, ou pour en sortir, à la condition de marcher au pas et de ne pas s'y arrêter ;*
- *pour les voitures d'enfants ou de malades ;*
- *pour les étalages de vente et pour les terrasses de café, d'hôtel, de restaurant ou autres dont l'installation a été dûment autorisée.*

Article 24.-

Il est interdit à quiconque de provoquer du bruit par sa manière d'agir ou en faisant usage d'appareils, de machines ou d'installations de n'importe quel genre, lorsqu'il lui est possible d'éviter ce bruit.

Article 27.-

Sur le territoire de la commune de Manternach, il est défendu de faire usage de pétards et d'autres objets détonants.

Cependant l'utilisation des pyrotechniques à des fins privées peut être autorisée par le bourgmestre à l'occasion des fêtes publiques ou privées, telles que la Fête Nationale, Silvestre, les anniversaires et les mariages, sachant que selon le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 l'utilisation d'articles pyrotechniques à des fins professionnels est soumise à une autorisation.

Article 28.-

Il est interdit de troubler le repos nocturne de quelque manière que ce soit. Cette règle s'applique à l'exécution de tous travaux, à l'exception des activités visées par l'article 34, entre 19.00 heures et 07.00 heures du matin, à l'exception du service communal de l'enlèvement des immondices, lorsque des tiers peuvent être importunés. Le bourgmestre peut accorder des exceptions dans des cas d'espèce revêtant le caractère de travaux exceptionnels. Il prescrit les mesures de protection à prendre. En aucun cas, le bruit dégagé vers l'extérieur ne pourra dépasser 45 dB.

Article 29.-

Il est interdit aux détenteurs de chiens de les laisser courir sur les terrains de football à gazon, le terrain de football synthétique et les autres terrains de loisirs sans préjudice de l'application de la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance.

Les détenteurs de chiens sont tenus de promener leurs chiens sur tout le territoire de la commune de Manternach en laisse.

Article 30.-

- 1) *Les jours ouvrables avant 8.00 heures, ainsi qu'après 21.00 heures*
- 2) *Les samedis avant 8.00 heures, ainsi qu'après 18.00 heures*
- 3) *Les dimanches et jours fériés*

sont interdits à l'intérieur de l'agglomération ainsi qu'à une distance inférieure à 100 mètres :

L'utilisation d'engins équipés de moteurs bruyants tels que tondeuses à gazon, motoculteurs, tronçonneuses et autres engins semblables.

L'exercice des travaux réalisés soit sur des propriétés privées, soit à l'intérieur d'appartements, situés dans un immeuble à usage d'habitation, au moyen de moteurs thermiques ou électriques bruyants tels que bétonnières, scies mécaniques, perceuses, raboteuses, ponceuses et autres outils semblables.

Article 38.-

Il est interdit d'allumer un feu sur la voie publique.

D'une façon générale, pour des manifestations telles que le cortège aux flambeaux, le

« Buurgbrennen », le bourgmestre peut délivrer une autorisation.

Les barbecues, devront être constamment surveillés et ne pourront incommoder les voisins. Toutes les mesures de sécurité devront être prises pour éviter une propagation du feu.

Il est interdit en outre :

a) De placer de la braise ou des cendres non éteintes dans des récipients en matière combustible. Les récipients contenant ces braise ou cendres doivent être placés à des endroits où tout danger d'incendie et d'intoxication est exclu.

b) De se servir d'une flamme ouverte pour l'éclairage, le chauffage ou le travail dans des endroits et locaux présentant un danger particulier d'incendie. Dans les cas où des travaux avec des appareils à flamme ouverte doivent être exécutés, toutes les mesures doivent être prises pour éviter l'éclosion d'un incendie.

c) De fumer dans des endroits et locaux où sont manipulés ou entreposés des produits et matières facilement inflammables ou explosifs. Sont interdits également le stationnement et le parage sur la voie publique des véhicules et engins chargés de produit facilement inflammables ou explosifs. Lors des arrêts pour le chargement et le déchargement, toutes les mesures de sécurité et de protection doivent être prises. Cette même interdiction vaut pour les véhicules et engins vides, destinés au transport de produits liquides ou gazeux facilement inflammables.

Article 45.-

Il est interdit de toucher aux conduites, canalisations et installations publiques, notamment d'en manoeuvrer ou manipuler les robinets ou vannes et d'en déplacer les couvercles ou grilles.

- **de rajouter un chapitre relatif aux sanctions administratives communales** au règlement de police du 13 février 2019 :

Chapitre V

Sanctions administratives, selon la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux

Art. 54. Sont érigés en infractions punies de sanctions administratives, les faits énumérés aux articles 55 à 71.

Art. 55. Le fait d'occuper la voie publique pour y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique, sans y être autorisé par le bourgmestre.

Art. 56. Le fait d'user de tondeuses à gazon, de scies et généralement de tous autres appareils bruyants pendant les horaires suivants :

- du lundi au samedi entre 00.00 heures et 07.00 heures, entre 12.00 heures et 13.00 heures et de 20.00 heures à 24.00 heures ;
- les dimanches et jours fériés.

Art. 57. Le fait de lancer ou de faire éclater des matières fumigènes, fulminantes ou explosives, puantes ou lacrymogènes dans les rues, voies et places publiques.

Art. 58. Le fait de charger et de décharger des marchandises sans autorisation du bourgmestre ou en dehors des horaires de 06.00 heures à 22.00 heures.

Art. 59. Le fait de faire usage, sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public, de radios et autres moyens électroniques dépassant le niveau de bruit ambiant de la rue sans autorisation du bourgmestre.

Art. 60. Le fait de dérégler le fonctionnement de l'éclairage public et des projecteurs d'illumination.

Art. 61. Le fait d'allumer un feu sur la voie publique sans autorisation du bourgmestre.

Art. 62. Le fait de manipuler les conduites, canalisations, câbles et installations publiques.

Art. 63. Le fait d'endommager les plantations ornementales installées sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public.

Art. 64. Le fait pour le détenteur d'un chien de ne pas enlever de la voie publique les excréments provenant de son chien.

Art. 65. Le fait d'introduire les chiens sur les places de jeux, dans les écoles, dans les cours de récréation des écoles, les Structures d'Accueil, sur les terrains synthétiques multisport, à l'intérieur des terrains de football clôturés et dans les halls sportifs communaux.

Art. 66. Le fait d'exécuter des travaux sur toute sorte de chantiers pendant les horaires suivants :

- du lundi au samedi entre 00.00 heures et 07.00 heures et de 19.00 heures à 24.00 heures ;
- les dimanches et jours fériés.

Art. 67. Le fait pour les établissements du secteur HORECA d'installer des terrasses de café ou de restaurant dépassant les limites de la façade sur rue du commerce en question ou ne laissant pas

un passage de sécurité et d'usage suffisant d'au moins 1 mètre permettant de garantir un déplacement des piétons, des poussettes d'enfants ou des chaises roulantes.

Art. 68. Le fait d'occuper les aires de jeux publiques en dehors des heures d'ouverture de 06.00 heures à 22.00 heures.

Art. 69. Le fait de déposer sur la voie publique les poubelles ou sacs destinés à la collecte publique avant la veille du jour de l'enlèvement ou de la collecte.

Art. 70. Le fait pour les entreprises de construction et de transport d'encombrer la voie publique aux abords de chantiers et des lieux de chargement et de déchargement.

Art. 71. Le fait de descendre sur la glace des canaux, bassins, étangs et cours d'eau, sauf autorisation du bourgmestre.

Chapitre VI

Pénalités

Art. 72. Les faits énumérés aux articles 55 à 71 sont sanctionnés d'une amende administrative de 25 euros à 250 euros.

Art. 73. Sans préjudice des peines plus fortes prévues par la loi, les infractions aux autres dispositions du présent règlement sont punies d'une amende de police de 25 euros à 250 euros.

Chapitre VII.

Dispositions finales :

Article 74.-

La présente est communiquée à l'autorité supérieure pour approbation par le Ministre des Affaires intérieures.

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité supérieure et sa publication en due forme.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour expédition conforme, Manternach, le 16 septembre 2026.

Le bourgmestre,



La secrétaire communale,





Commune de Manternach

Affaires générales

Règlement de police générale

Date délibération : 16/09/2026

Référence	AG03-2026-A029	Code interne	2026-77
------------------	----------------	---------------------	---------

APPROBATION

La délibération du 16 septembre 2026 prise par le conseil communal de la commune de Manternach transmise en date du 17 septembre 2026 est approuvée.

Fait le 13 octobre 2026

Le Ministre des Affaires intérieures,

Léon Gloden